

L'hon. M. Stanfield: Le premier ministre communiquerait-il à la Chambre le texte du message, étant donné l'importance de toute cette affaire pour les Canadiens. Nous dirait-il aussi si la préoccupation des dirigeants en ce moment se rattache à de nouvelles initiatives prises par le Canada au sujet de la suppression de la surtaxe et si les États-Unis ont indiqué au Canada quelles sont les conditions requises avant qu'ils acceptent de la supprimer?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, en réponse à la première partie de la question, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures me dit qu'il n'y a eu aucun message écrit, que la communication a été faite de vive voix et que sa teneur était dans le sens de ce que je viens de rapporter à la Chambre. Quant à ce que le chef de l'opposition appelle «les conditions requises», ma réponse est encore la même. Les dirigeants américains n'ont jamais déclaré que si telle ou telle disposition était prise, ils supprimeraient la surtaxe.

L'hon. M. Stanfield: Le premier ministre ou le gouvernement du Canada ont-ils reçu quelque indice non pas que les États-Unis supprimeraient la surtaxe à condition qu'on fasse certaines choses, mais que certaines questions devront être réglées entre les deux pays avant qu'on songe à la supprimer? Plus particulièrement, le gouvernement canadien compte-t-il apporter certaines modifications précises à l'accord sur l'automobile? Je pose la question surtout parce qu'on rapporte des divergences d'opinion sur le sujet au sein du gouvernement.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, la réponse aux deux questions est non; et il n'y a rien d'étonnant à cela, car la question du chef de l'opposition est fondée sur un faux rapport.

LES ENTRETIENS AU SUJET DE LA SURTAXE À L'IMPORTATION—LES PROPOSITIONS AMÉRICAINES

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, sur un autre aspect du même sujet, puis-je demander au ministre des Finances si les discussions se continuent entre les représentants du gouvernement canadien et ceux du gouvernement des États-Unis, et si des questions précises ont été soulevées à ces entretiens?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je crois que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a mentionné cette question à M. Rogers vendredi. La prochaine discussion sur le sujet entre nos représentants et ceux des États-Unis aura lieu à la réunion des représentants des Dix, qui doit se tenir plus tard au cours du mois.

• (2.30 p.m.)

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Finances s'il dit à la Chambre qu'à aucun moment, au cours d'entretiens entre les ministres ou les

fonctionnaires, on n'a donné aux porte-parole ou représentants canadiens une idée de ce qu'il faudrait faire pour que la surtaxe américaine soit annulée en ce qui concerne le Canada, pas nécessairement comme condition stricte, sous forme d'engagement, mais sous forme de suggestion, de recommandation, de proposition ou autrement? Soutient-il qu'aucune suggestion de ce genre n'a été présentée au Canada à l'égard de la surcharge?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, bien avant l'imposition de la surtaxe, lors de ma première visite au secrétaire Connally au printemps dernier, après sa nomination aux fonctions de secrétaire du Trésor, nous nous sommes entretenus franchement des difficultés qui surgissent entre les deux pays. J'admettrai franchement que les Américains ont fait savoir qu'ils souhaiteraient voir régler la question de l'accord sur l'automobile et il en a été de même à l'occasion de chacune de nos rencontres. Nous nous sommes entretenus des problèmes graves qui se posent entre les deux pays, mais pas dans un contexte comme, par exemple, si vous faites ceci nous abolirons la surtaxe, et ainsi de suite. Nous avons soutenu que nous nous sommes conformés à toutes les conditions fixées par le président et que par conséquent on n'aurait jamais dû nous imposer la surtaxe.

M. Lewis: Le ministre des Finances est-il au courant de rapports selon lesquels l'administration américaine étudie ou élabore présentement un programme en vertu duquel le Canada devrait verser un milliard de dollars pour équilibrer d'une façon relative la balance commerciale des États-Unis? Est-il au courant de ce rapport et informera-t-il la Chambre lorsque sera étudiée cette question?

L'hon. M. Benson: Je n'ai pas entendu parler de ce rapport. En fait, notre compte courant avec les États-Unis est déficitaire.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, compte tenu des renseignements que le ministre a donnés à la Chambre au sujet des réunions régulières entre hauts fonctionnaires canadiens et américains, confirme-t-il que les États-Unis estiment que le Canada a été porté à croire que la surtaxe ferait l'objet de discussions bilatérales avant d'être modifiée ou supprimée entièrement?

L'hon. M. Benson: Non, monsieur l'Orateur.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Peut-il nous dire si l'arrêt des négociations avec les États-Unis sur les problèmes énergétiques constitue une sorte de représailles subtiles pour la politique économique adoptée récemment par les États-Unis?

Le très hon. M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur.

M. Lewis: Vous voulez dire que de telles représailles n'auraient rien de subtil?